



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 12 au 18 juin 2020

Le 19 juin 2020

Résumé

Afghanistan : Contraction du PIB de 4% en 2020 selon une étude du PNUD. Ralentissement des réformes anti-corruption selon un rapport des Nations Unies.

Bangladesh : COVID-19 : augmentation attendue du ratio de dette publique du Bangladesh sur les trois prochains exercices. Mise en place d'une base de données sur les prix de l'immobilier. Budget 2021 : le secteur de la téléphonie davantage taxé.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Le déficit commercial du mois de mai au plus bas depuis 11 ans. Contraction de l'indice des prix de gros en mai. L'Inde au 9ème rang des plus importants bénéficiaires d'IDE en 2019 selon la CNUCED. Récession de 4% désormais anticipée par la Banque asiatique de développement pour l'exercice budgétaire en cours. Maintien par Fitch de la note souveraine de l'Inde à BBB- avec des perspectives revues de stables à négatives. *Autres informations* : BNP Paribas Wealth Management India PV Ltd quitte l'Inde.

Maldives : Prêt de 20 M EUR de la Banque européenne d'investissement (BEI) aux PME. Financement de 12,8 M USD de la Banque mondiale pour renforcer le système de protection sociale.

Népal : Ralentissement de l'inflation au mois de mai. Contraction du déficit de la balance commerciale sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours. Contraction du déficit de la balance courante au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.

Pakistan : COVID-19 : 18,2 Mds USD de pertes selon le ministre des Finances. Rebond attendu du secteur agricole pour l'exercice 2019/20 à 2,7%. Augmentation des transferts de migrants de 4,6 % en mai pour atteindre 1,9 Mds USD. Allocation de 43,6 Mds USD pour le budget de l'exercice 2020/21. Objectif de 30,3 Mds USD de recettes pour l'administration fiscale au cours de l'exercice 2020/21. Publication par la Banque centrale du rapport annuel Financial Stability Review (FSR) sur l'impact du COVID-19 sur le secteur financier.

Sri Lanka : Baisse du ratio de réserves réglementaires à 2%. Diminution des réserves de change en mai. Approbation en conseil des ministres d'un plan de soutien au tourisme. L'interdiction du travail des enfants repoussée de 14 à 16 ans.



AFGHANISTAN

- **Contraction du PIB de 4% en 2020 selon une étude du PNUD.** La pandémie menace le système de santé, l'économie et le processus de paix de l'Afghanistan, selon une étude du PNUD. De même, la pandémie risque d'alourdir le taux de pauvreté alors que 67% des emplois non agricoles sont considérés comme «vulnérables», selon l'évaluation du PNUD. Émergeant à la suite d'une grave sécheresse en 2018, COVID-19 pourrait provoquer une contraction économique de 4% en 2020 et de 17% d'ici 2023, par rapport à l'activité d'avant 2019.

Pour rappel, le *National Emergency Response Plan* prévoit trois scénarios : un taux de transmission faible (46 000 infections qui nécessiteraient des dépenses de santé supplémentaires de 122 M USD), un taux de transmission modéré (jusqu'à 110 000 infections nécessitant 225 M USD) et un taux élevé (190 000 cas à un coût supplémentaire de 390 M USD).

- **Ralentissement des réformes anti-corruption selon un rapport des Nations Unies.** Le rapport regrette que la stratégie anti-corruption, définie en 2017, ne se soit pas poursuivie en 2019. La création d'une commission indépendante de lutte contre la corruption est notamment toujours attendue et semble être l'une des seules solutions viables pour combler les lacunes institutionnelles.

Des progrès sont également soulignés, en particulier le Centre de justice anti-corruption qui permet de poursuivre et de juger les affaires de corruption de haut niveau.

Le rapport recommande au gouvernement d'élaborer une stratégie à long terme avec pour priorités (i) la mise en place de la commission anti-corruption; (ii) le renforcement de l'application de la loi consacrée aux enquêtes sur la corruption et aux arrestations connexes; (iii) le renforcement de la surveillance et la gestion des ressources publiques; et (iv) l'adoption de réformes du secteur de la justice favorisant l'indépendance judiciaire.

BANGLADESH

- **COVID-19 : augmentation attendue du ratio de dette publique du Bangladesh sur les trois prochains exercices** au-delà de 40% du PIB. Le creusement du déficit budgétaire sur l'exercice 2020 qui s'achève le 30 juin prochain et le ralentissement anticipé de la croissance en 2020 et 2021 vont mécaniquement accroître le ratio de la dette publique rapporté au PIB.

Toutefois, ayant bénéficié d'un taux moyen de croissance annuel de 7,4% entre les exercices 2015 et 2019, et d'un déficit budgétaire contenu sous la barre des 5% (excepté en 2018/19 avec 5,2%), le pays reste modérément endetté, avec un ratio dette publique/PIB estimé à 35,2% fin 2019 (20,7% pour la dette intérieure et 14,5% pour la dette externe).

La chute attendue de la croissance à 3,8% en 2020 contre les 8,2% inscrits dans le budget, et le volume d'endettement nouveau (2,9 Mds USD) vont porter le ratio d'endettement public à 39,1% du PIB (dont 16% de dette externe) à la fin de l'exercice budgétaire 2020. Il atteindrait 40,7% à fin juin 2021 (dont 15,8% de dette externe).

Pour rappel, le FMI prévoyait, avant la pandémie, un ratio de dette publique de 38,2% du PIB au terme de l'exercice 2021 dont 15,4% de dette externe.

- **Mise en place d'une base de données sur les prix de l'immobilier.** Appuyée par un programme d'assistance technique du FMI (*Data for Decisions Fund D4D*), la banque centrale va créer, à partir de juillet prochain, une base de données couvrant les transactions immobilières



sur le neuf et le second marché, afin de produire un indice conforme aux meilleures pratiques internationales. Le *Residential Property Price Index* (RPPI) va permettre de mieux comprendre les mécanismes de financement et le développement du marché immobilier.

La *Bangladesh Bank* produira, à partir de juillet 2021, des rapports trimestriels sur le marché du neuf à Dhaka ; la banque va également compiler les données depuis 2007 sur l'ensemble du territoire, sur le neuf et la revente, pour permettre à terme une extension du champ de l'indice, semblable à ce qui est pratiqué pour l'indice mensuel du coût de la vie (CPI).

La base annuelle sera celle du CPI et du PIB, dont les données vont être remises à jour jusqu'à l'exercice budgétaire 2015/16 (base 100). BB va utiliser les données collectées par *Delta Brac Finance Housing Corp.* (DBH), institution financière privée spécialisée depuis 1998 dans les prêts immobiliers. Ces données permettront entre autre d'affiner l'évaluation des biens immobiliers, notamment quand ils sont adossés en garantie collatérale à des prêts bancaires.

- **Budget 2021 : le secteur de la téléphonie davantage taxé.** Le ministère des Finances, dans le cadre de la présentation de la prochaine loi de finances qui débute au 1er juillet prochain, a proposé de surtaxer les services des télécoms, dont la « *Supplementary Duty* » qui passerait de 10 à 15%. Le MOF en attend une collecte supplémentaire de 3 Mds TK, la taxe devant au total rapporter 10 Mds TK (108 M€).

L'interprofession *Association of Mobile Telecom Operators of Bangladesh* (AMTOB) rappelle que le Bangladesh est le pays où la fiscalité est la plus pesante sur les télécoms, qui représentent 7% du PIB, et a un effet dissuasif sur les investisseurs. L'impôt sur les sociétés s'élève à 45% contre 22% en Inde, 30% au Pakistan et au Népal, 28% au Sri Lanka et 20% en Afghanistan, alors qu'il présente le plus bas ratio du revenu par abonné (1,61 \$) selon le consultant *GSMA Intelligence*. La fiscalité sur les télécoms n'était que de 15% au terme de l'exercice 2014/15.

Selon le régulateur *Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission*, le pays comptait 165,3 M d'abonnements cellulaires en mars 2020, dont 95,2 M connectés à internet. Le secteur, dominé par deux opérateurs, GP (Grameen) et ROBI, génère des revenus estimés à 250 Mds TK (2,7 Mds€).

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le déficit commercial du mois de mai au plus bas depuis 11 ans.** La faiblesse de la demande intérieure conjuguée à des problèmes d'approvisionnement liés à des facteurs endogènes (mesures de confinement) et exogènes (commerce mondial atone) ont eu un impact significatif sur la balance commerciale indienne. Les exportations de biens se sont ainsi contractées de -36,5% en glissement annuel en mai, une amélioration par rapport à -60,3% en avril. Tandis que les importations continuent leur chute à -51% en glissement annuel à un rythme toutefois moins élevé que le mois précédent (-58,6% en avril). Mécaniquement, le déficit commercial s'est contracté à un étiage de 11 ans pour s'établir à 3,2 Mds USD contre 6,8 milliards USD en avril.
- **Contraction de l'indice des prix de gros en mai.** Les prix de gros dans le pays ont connu une déflation de 3,2% en glissement annuel en mai (contre 2,8% un an auparavant) en raison d'une forte baisse des prix du carburant et de l'électricité (-19,8% en glissement annuel contre -10,1% en avril), en dépit de l'augmentation des prix des denrées alimentaires (+1,1% en glissement annuel contre 2,6% en avril).



- **L'Inde au 9^{ème} rang des plus importants récipiendaires d'IDE en 2019 selon la CNUCED.** Selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Inde est devenue le 9^{ème} plus grand destinataire mondial d'investissements directs étrangers en 2019 avec des IDE d'une valeur de 51 Mds USD. Elle gagne ainsi trois places par rapport à 2018 (12^{ème} avec un total d'IDE évalué à 42 Mds USD). Le rapport indique que la majorité des investissements concernaient les technologies de l'information et de la communication et l'industrie de la construction. Les investissements dans les TIC en Inde sont passés des services informatiques pour les entreprises mondiales aux start-ups en croissance rapide, avec de nombreuses plates-formes en ligne locales et régionales, en particulier dans le commerce électronique.
- **Récession de 4% désormais anticipée par la Banque asiatique de développement (BAsD) pour l'exercice budgétaire en cours.** La mauvaise orientation de la plupart des indicateurs avancés et les conséquences sur l'emploi et l'activité économique du retour des travailleurs migrants dans leur Etats fédérés d'origine ont conduit à cette drastique révision ; l'Institution multilatérale prévoyait en effet encore 4 % de croissance lors de la publication de ses perspectives de développement en Asie (ADO) début avril. Contrairement à la plupart de ses homologues, la BAsD envisage un rebond limité de l'expansion de l'économie lors de l'exercice budgétaire suivant, à 5 %. La prochaine révision de croissance attendue concerne désormais le FMI, qui devrait intervenir le 24 mai prochain.
- **Maintien par Fitch de la note souveraine de l'Inde à BBB- avec des perspectives revues de stables à négatives.** Fitch a en revanche déclaré que l'impact de l'épidémie de Covid-19 posait un défi important à la trajectoire de croissance économique du pays. Pour rappel, l'agence de notation prévoit une contraction de 5% du PIB pour l'exercice budgétaire débuté au premier avril et un rebond à 9,5% pour l'exercice suivant.

Cette annonce intervient quelques jours après que *Moody's Investors Service* a abaissé d'un cran la note de l'Inde et que *Standard & Poor's* ait maintenu la sienne. A présent, les trois principales agences de notation ont une notation correspondant au dernier échelon investissement, avant de passer en catégorie spéculative. On relèvera toutefois que seules les perspectives de S&P restent stables.

AUTRES INFORMATIONS

- **BNP Paribas Wealth Management India Pvt Ltd quitte l'Inde.** Avec 13,8 Mds USD sous gestion à fin 2018, cette structure se situait au 5^{ème} rang en Inde, derrière Kotak (33,6 Mds USD), ICICI (25,6 Mds USD), (IIFL 21,4 Mds USD) et (Edelweiss 14,7 Mds USD). Trois facteurs sont mis en exergue pour expliquer cette décision après deux décennies de présence en Inde : des coûts élevés, des pertes en augmentation et la réduction des marges. BNPP WM était devenue la plus grosse entité étrangère gestionnaire d'actifs en Inde en décembre 2019, avec 14,72 Mds USD.

MALDIVES

- **Prêt de 20 M EUR de la Banque européenne d'investissement (BEI) aux PME.** La BEI a signé un prêt de 20 M EUR avec le ministère des Finances maldivien. Les fonds seront transmis à la Bank of Maldives en vue de faciliter le financement des PME locales, notamment celles actives dans le secteur du tourisme. Ce dernier, qui compte directement et indirectement pour



les deux-tiers du PIB du pays, est fortement affecté par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19. Il s'agit de la première opération liée au COVID-19 de la BEI en Asie. Jusqu'à présent, cette dernière a investi 115 M EUR dans le cadre de trois opérations aux Maldives.

- **Financement de 12,8 M USD de la Banque mondiale pour renforcer le système de protection sociale.** Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé (1) un don de 6,4 M USD et (2) un prêt de 6,4 M USD issus des fonds de l'Association internationale de développement (IDA). Il permettra de financer une grande partie de l'allocation de soutien COVID-19 d'un montant maximal de 5000 MVR (322 USD) destinée aux personnes ayant perdu leur emploi ou revenus du fait de la pandémie. En outre, ce projet a aussi pour objectif d'améliorer le système de protection sociale du pays. Ce programme sera mis en place par le ministère du Développement économique, avec l'appui de l'Autorité nationale de protection sociale ainsi que le Bureau maldivien des pensions.

NEPAL

- **Ralentissement de l'inflation au mois de mai.** Le taux d'inflation atteint 5,83% en glissement annuel en mai, contre 5,29% il y a un an. Le rythme d'augmentation des prix à la consommation ralentit par rapport à avril (6,74%). L'inflation des produits alimentaires et des boissons s'est élevée à 8,66% portée par l'augmentation des prix des fruits, des légumes, des légumineuses et des épices notamment, tandis que l'inflation non alimentaire et des services s'est élevée à 3,67%.
- **Contraction du déficit de la balance commerciale sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.** Les exportations de marchandises ont augmenté de 4,5% pour atteindre 82 Mds NPR (environ 600 M EUR), contre une augmentation de 18,9% il y a un an. Tandis que les importations de marchandises ont diminué dans le même temps de 13% à 1025 Mds NPR (environ 7,5 Mds EUR) contre une augmentation de 19,6% au cours de la même période de l'année précédente. Mécaniquement, le déficit commercial s'est contracté de 14,2% pour atteindre 943 Mds NPR au cours des dix mois de 2019/20 (contre une augmentation de 19,7% au cours de la même période de l'année précédente). Le taux de couverture a gagné 1,3 point de pourcentage pour s'établir à 8,0% au cours de la période considérée. A noter que le solde de la balance des services s'est également contracté mais reste déficitaire (ramené de 8,2 à 3,1 Mds NPR).
- **Contraction du déficit de la balance courante au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.** Au terme des dix premiers mois de l'exercice budgétaire en cours qui s'achève le 15 juillet, le compte courant a enregistré un déficit de 105,7 Mds NPR (environ 938 M USD) contre 221,8 Mds NPR (2 Mds USD) au cours de la même période de l'année précédente. Au cours de la période considérée, les transferts de capitaux et les investissements directs étrangers (IDE) au Népal se sont élevés respectivement à 12,5 et 17,4 Mds NPR (contre 13,5 et 9,5 Mds NPR).

La solde de la balance des paiements est resté excédentaire de 120,9 Mds NPR (environ 1 Md USD) au cours de la période considérée, contre un déficit de 68,2 Mds NPR (600 M USD) au cours de la même période de l'année précédente.



PAKISTAN

- **COVID-19 : 18,2 Mds USD de pertes selon le ministre des Finances.** Le redémarrage poussif de l'activité économique intérieure, la faiblesse des exportations et des transferts de migrants attendus dans les prochains mois devraient accroître encore davantage ces pertes. Toujours selon le ministre, la croissance du PIB devrait s'établir à -0,4 % pour l'exercice 2019/20 sur la base d'une croissance de 2,7 % dans le secteur agricole, de -2,6 % dans le secteur de l'industrie, de -3,4 % pour le secteur des services et -7,1 % dans les secteurs des transports et communications, enregistrant la plus forte baisse en raison du confinement. Les prévisions de croissance du PIB du gouvernement sont plus optimistes que celles du FMI et de la Banque mondiale qui sont respectivement de -1,5 % et -2,6 % en 2019/20.
- **Rebond attendu du secteur agricole pour l'exercice 2019/20 à 2,7%,** et ce malgré le ralentissement de l'activité et l'invasion de criquets pèlerins qui affecte depuis plusieurs semaines le Pakistan. Le secteur agricole, qui contribue à hauteur de 19,3 % au PIB et à plus de 40 % de la population active, devrait enregistrer une croissance annuelle de 2,7 % au cours de l'exercice 2019/20, soit un résultat inférieur à l'objectif initial de 3,5 % mais supérieur à la croissance de 0,6 % enregistrée sur l'exercice précédent. Comparativement à l'exercice 2018/19, la production de riz, de maïs et de blé a augmenté respectivement de 2,9 %, 6 % et 2,5 %. Cependant, les récoltes de coton ont fortement chuté (-6,9 %) et la production de canne à sucre a quant à elle baissé de 0,4 %. Les autres cultures ont affiché une croissance de 4,6 %, principalement due à l'augmentation de la production de légumineuses, d'oléagineux et de légumes. Enfin, le secteur de l'élevage a enregistré une croissance de 2,6 % par rapport à l'exercice précédent 2019. Le secteur de la pêche enregistre une augmentation de 0,6 % tandis que le secteur forestier a bondi de 2,3 %.
- **Augmentation des transferts de migrants de 4,6 % en mai pour atteindre 1,9 Mds USD** malgré le ralentissement de l'activité économique mondiale. Ces entrées encourageantes pourraient aider la roupie pakistanaise à se renforcer par rapport au dollar américain à court terme et contribuer positivement à la balance commerciale. La croissance des transferts de migrants provient principalement des pays du Moyen-Orient où réside la majorité des expatriés pakistanaïes. Au cours des onze premiers mois (juillet-mai 2020), les transferts de migrants se sont élevés à 20,7 Mds USD, en hausse de 2,7 % (ou 552 M USD) à la même période de l'exercice précédent. Cependant, sur une base annuelle, on enregistre une baisse de 18,6 % des transferts de migrants par rapport à mai 2019.
- **Allocation de 43,6 Mds USD pour le budget de l'exercice 2020/21.** Le gouvernement a affecté 17,8 Mds USD (environ 40 % du budget) au titre des paiements d'intérêts sur les prêts intérieurs et étrangers, dont 16 Mds USD concerneront les intérêts de la dette domestique et 1,8 Mds USD les intérêts de la dette externe. Le gouvernement fédéral a proposé 7,9 Mds USD pour le budget de la défense (environ 18 % du budget), une augmentation de 11,9 % par rapport à l'enveloppe initialement allouée en 2019/20. Le budget réservé aux subventions et transferts s'élèvera à 5,5 Mds USD soit 48 % de moins que lors de l'exercice 2019/20. Le gouvernement fédéral a décidé d'affecter 4,1 Mds USD aux programmes de développement du secteur public (PSDP), soit une baisse de 7,3 % par rapport à l'estimation budgétaire de 4,3 Mds de l'exercice 2020. Environ 1,7 Mds USD seront directement destinés aux projets du CPEC et autres projets du secteur de l'énergie et des transports. Enfin, les budgets destinés à la gestion des opérations civiles du gouvernement et les pensions devraient rester inchangés et s'élèveront chacun à 2,9 Mds USD.



- **Objectif de 30,3 Mds USD de recettes pour l'administration fiscale au cours du l'exercice 2020/21**, soit un objectif supérieur de 6,4 Mds USD par rapport à l'objectif de l'exercice 2019/20. La collecte d'impôts directs (impôts sur le revenu) a été fixée à 12,5 Mds USD contre 9,9 Mds USD lors de l'exercice 2019/20. L'impôt sur le revenu a été fixé à 12,3 Mds USD, soit une augmentation de 2,5 Mds USD par rapport à l'exercice précédent. Les cibles de collecte pour les impôts indirects (taxes de vente, droit de douane, taxes sur la valeur du capital) ont été fixées à 17,8 Mds USD, en hausse de 3,9 Mds USD par rapport à l'exercice 2019/20. Les taxes sur le capital ont été fixées à 18,3 M USD pour 2020-2021 contre 14 M USD lors de l'exercice précédent. Les droits de douane devraient atteindre 3,9 Mds USD en 2020/21 contre 3,3 Mds USD pour 2019/20. Enfin, les recettes fiscales de la taxe à la vente ont été fixées à 11,7 Mds USD, soit une hausse de 3 Mds USD par rapport à 2019/20.
- **Publication par la Banque centrale du rapport annuel *Financial Stability Review (FSR)* sur l'impact du COVID-19 sur le secteur financier.** Le rapport analyse les situations des banques, des institutions financières non bancaires, des marchés financiers, des entreprises et les infrastructures de crédits. Selon le rapport, le déconfinement orchestré par le gouvernement le 9 mai devrait permettre de relancer rapidement l'activité économique. Parallèlement, la Banque centrale avait pris un certain nombre de mesures pour stimuler l'activité : (i) assouplissement monétaire substantiel ; (ii) libération de coussins de fonds propres ; (iii) report du remboursement du montant du prêt principal pour les grandes entreprises, les PME et les ménages emprunteurs ; (iv) restructuration / rééchelonnement des prêts ; (v) financements concessionnels aux entreprises pour conserver les emplois ; (vi) ouverture de ligne de crédit pour soutenir le secteur de la santé ; et (vii) réduction des coûts liés aux systèmes de paiement.

Les banques auraient déjà accordé un report de dette d'environ 3 Mds USD et restructuration de dette d'environ 423 M USD à environ 700 000 emprunteurs. Dans le cadre du plan de refinancement pour éviter les licenciements, environ 562 M USD ont déjà été approuvés pour 1172 entreprises couvrant environ 850 000 employés. Selon la Banque centrale, l'ensemble de ces mesures ont permis de stabiliser le secteur bancaire depuis le début le début de la pandémie et devrait permettre d'amorcer une reprise rapide de l'économie.

SRI LANKA

- **Baisse du ratio de réserves réglementaires à 2%.** La Banque centrale (CBSL) a décidé le 16 juin de réduire le ratio de réserves réglementaires (SRR) applicable sur les dépôts en LKR des banques commerciales de deux points de pourcentage à 2%, contre 4% précédemment. Il s'agit de la deuxième baisse depuis le début de l'année, le SRR ayant été à 5% en janvier. Cette nouvelle baisse permet de libérer 115 Mds LKR de liquidités sur le marché intérieur, facilitant le crédit et soutenant ainsi le financement de l'économie. Le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR) restent à respectivement 5,50% et 6,50%.
- **Diminution des réserves de change en mai.** Selon la Banque centrale (CBSL), le montant brut des réserves internationales a atteint 6,49 Mds USD fin mai (soit environ 3,7 mois d'importations) contre 7,21 Mds USD fin avril. Par comparaison, les réserves étaient de 7,64 Mds au 31 décembre 2019, soit une chute de -15% depuis le début de l'année.
- **Approbation en conseil des ministres d'un plan de soutien au tourisme.** Le conseil des ministres a approuvé un plan de soutien au secteur du tourisme comprenant les mesures suivantes : (1) prêts à 4% d'intérêts remboursables sur 5 ans incluant une période de grâce de 2



ans pour financer les salaires des employés des hôtels et voyagistes enregistrés auprès des autorités à hauteur de 20 000 LKR/mois jusqu'à 6 mois; (2) prêts pour financer les salaires des employés des autres établissements touristiques enregistrés, dont les restaurants, à hauteur de 15 000 LKR/mois jusqu'à 6 mois ; (3) un versement en une fois de 20 000 LKR pour chaque guide et de 15 000 LKR pour chaque chauffeur enregistré; (4) facilités de paiement des factures d'eau et d'électricité sur la période mars-août 2020 et (5) extension de la période d'application des conditions concessionnelles de remboursement des crédits-bails du secteur touristique de 6 à 12 mois.

- **L'interdiction du travail des enfants repoussée de 14 à 16 ans.** Le conseil des ministres a approuvé une proposition de modification du droit du travail visant à repousser l'âge légal pour l'emploi des enfants à 16 ans, contre 14 ans précédemment. Cette décision a pour objectif de faciliter et protéger la scolarisation des enfants. Par ailleurs, celle-ci vise à marquer la « Journée mondiale contre le travail des enfants » qui a lieu chaque année le 12 juin.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	-		B2	Stable	B	Négative	D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R.
Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 19/06/2020